

Apprendre à penser  
autrement.

MBA EXECUTIVE | MSIJ

# Management Stratégique & Intelligence Juridique

# Présentation

**Le droit est un champ de bataille de la guerre économique. Il en est aussi une arme. L'intelligence économique est une réponse pertinente à l'instrumentalisation du droit dans les rivalités juridiques contemporaines.**

Les acteurs du droit ont pour mission de réduire l'incertitude dans un monde devenu plus incertain, notamment dans son environnement juridique.

A la lueur des nouvelles menaces économiques pesant sur les entreprises et les organisations, il est nécessaire de former des juristes aguerris aux rapports de force asymétriques dans le champ économique. L'intelligence économique est un levier qui s'inscrit précisément dans cette finalité face aux risques émergents.

Les dernières évolutions normatives et réglementaires intègrent précisément des approches par la gestion des crises et des risques qu'il appartient aux juristes d'anticiper pour faire bénéficier les dirigeants opérationnels de ces savoirs-faires et d'un avis déterminant. La gouvernance et la conformité sont des ressorts juridiques au bénéfice des entreprises qu'il est nécessaire de maîtriser avec acuité.

Les auditeurs trouveront à accroître leur connaissances juridiques, sous un angle complémentaire et transverse pour augmenter leur capacité d'analyse et d'interprétation des faits économiques mais encore pour prévoir et gérer les risques liés aux marchés et à leur environnement.

Cette acquisition de connaissances repose sur l'usage des leviers et compétences que constitue l'intelligence économique à travers son triptyque **veille-analyse / protection et influence**

Ce faisant, le droit se propose de mobiliser au profit de l'entreprise une réflexion juridique adéquate pour se protéger utilement contre les atteintes et les actes de malveillance et plus généralement pour maîtriser les risques juridiques contemporains liés aux marchés et à son environnement commercial et industriel. L'objectif recherché étant de sécuriser et de faire valoir les droits incorporels et immatériels dont l'entreprise peut se prévaloir, l'intelligence juridique aborde donc de manière transversale tous les aspects liés à la structure même de l'organisation de l'entreprise et de ses activités.

De nature pragmatique, la notion recourt à « une démarche organisée, au service du management stratégique de l'entreprise, visant à améliorer sa compétitivité par la collecte, le traitement d'informations et la diffusion de connaissances utiles à la maîtrise de son environnement. »



“

*Nos compétiteurs font du droit une arme qu'ils dirigent contre nos intérêts pour leur assurer l'ascendant. Outil de l'hybridité, l'usage stratégique de la norme (ou lawfare) se décline suivant trois axes majeurs : l'instrumentalisation croissante par certains états de leur propre droit, en particulier à travers l'extraterritorialité ; l'utilisation, le détournement ou le contournement de la norme internationale ; et l'exploitation de vulnérabilités juridiques et judiciaires résultant de notre droit interne ou de nos engagements européens.”*

— Revue nationale stratégique, SGDSN, 2022

# L'Intelligence économique et stratégique appliquée au droit

**L'intelligence juridique peut ainsi être définie comme la capacité à comprendre, analyser et appliquer les règles et lois du droit dans des situations complexes et/ou conflictuelles.** Cela implique une connaissance approfondie des textes juridiques, ainsi que la capacité à les interpréter et à les appliquer de manière pertinente.

Les professionnels de l'intelligence juridique doivent également être capables de rechercher des informations juridiques stratégiques, de les trier et de les analyser pour résoudre des problèmes juridiques contemporains. En somme, l'intelligence juridique est un ensemble de compétences clés pour tout professionnel travaillant directement ou indirectement dans le domaine du droit et de la justice.

Le droit de l'intelligence économique est un domaine du droit qui vise à protéger les intérêts économiques et industriels de l'Etat et des entreprises. Il comprend notamment des règles relatives à la propriété intellectuelle, à la concurrence déloyale, au secret des affaires et à la protection des informations sensibles. Les articles pertinents incluent l'article R.631-28 du Code de la sécurité intérieure et l'article L.151-1 du Code de commerce. Cependant, il n'existe pas de code de lois spécifique à l'intelligence économique en France, mais plutôt une combinaison de lois et de réglementations qui visent à protéger les intérêts économiques et industriels de l'Etat et des entreprises.

C'est pourquoi le management stratégique d'intelligence juridique n'est pas une discipline à part entière. Ce diplôme vient compléter un cursus telle une « pointe de diamant » dans l'analyse juridique adapté aux rivalités économiques, dans toutes les dimensions opérationnelles : commercial, fiscal, pénal, numérique, propriété intellectuelle, etc. Ce faisant, l'intelligence juridique vise à compléter des connaissances théoriques par une approche pragmatique, orientée stratégie des affaires et intelligence économique.

**Elle permet au juriste d'être un acteur stratégique d'aide à la décision.**

<sup>1</sup> Bournois F. et Romani P.-J., « L'Intelligence économique et stratégique dans les entreprises françaises », IHEDN, Economica, 2000.

## EGE Ecole de Guerre Economique

Au croisement du management, de l'économie et de la géopolitique, l'EGE est une école qui répond aux défis informationnels que doivent affronter les entreprises dans un monde en crise où la problématique du développement est indissociable de la notion de confrontation.

Créée en 1997, à la suite des recommandations de la Commission Intelligence Économique et Stratégie des Entreprises du Commissariat Général au Plan, l'EGE est la formation de référence en intelligence économique.

Elle diplôme 400 étudiants par an en Intelligence Économique, Risques, Sûreté, Cybersécurité, Renseignement au travers de sa formation initiale, ses formations en alternance, ses formations exécutives et ses formations courtes.

Pour mener à bien ses missions, l'EGE s'appuie sur l'AEGE, son réseau d'experts de plus de 3 000 membres à travers le monde. L'École de Guerre Économique est l'organisme certifiant français pour l'obtention du titre « Expert(e) en intelligence économique » niveau 7, enregistré au Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP).



### L'EGE en chiffre :

# 5

Classement Eduniversal des Meilleurs Masters

# 7

Trophées de la Pédagogie

# 1

Classement des Meilleurs Masters IE (Intelligence Économiques) SMBG

# 2

Meilleurs ouvrages en IE (Intelligence Économiques)

# Pédagogie

Formation mixte : EXECUTIVE / ALTERNANCE

RNCP : Titre Expert IE

## Contenu et méthode :

**1** Définition de l'intelligence juridique et de son périmètre.



**2** Approche transverse par une démarche d'intelligence économique appliquée au Droit.



**3** Étude de cas pratiques, définitions de stratégies juridiques d'intelligence économique.



**4** État des lieux, application et perspectives de l'intelligence juridique.



## Compétences acquises

Les participant de la formation aborderont les différentes facettes de la gestion juridique liée à l'intelligence économique et à la protection de l'information, depuis l'analyse juridique jusqu'à l'action stratégique et l'influence sur les normes et règlements :

### Cadre juridique de l'intelligence économique et de l'information protégée

- Cerner le droit applicable à l'intelligence économique et à l'information protégée.
- Définir les moyens juridiques de protection du patrimoine informationnel de l'entreprise.
- Évaluer les risques d'atteinte au patrimoine informationnel de l'entreprise.

### Analyse et gestion de l'information pertinente

- Trouver et identifier l'information pertinente nécessaire à une analyse juridique stratégique.
- Connaître son environnement économique et savoir remédier les vulnérabilités cartographiées.

### Sécurité Juridique et Souveraineté

- Choisir des instruments de sécurité et de souveraineté juridiques.
- Identifier en amont les menaces et risques qui visent une entreprise ou une organisation.
- Gérer et anticiper les ingérences économiques.

### Implication dans la Stratégie d'Entreprise

- Participer à la stratégie de l'entreprise comme référent juridique « augmenté ».
- User des voies de recours légales ou opter pour des ripostes adéquates extrajudiciaires non contentieuses (stratégies de contournement non contentieuses).

### Influencer et Plaidoyer

- Influencer les normes et règlements. Peser sur les politiques publiques.
- Agir et argumenter pour convaincre et représenter des intérêts stratégiques des acteurs économiques.

## Métiers et secteurs d'activités :

- Juridique
- Judiciaire
- Influence juridique
- Lobbying
- Affaires publiques
- Représentants d'intérêts
- Relations / Affaires publiques
- Communication institutionnelle
- Compliance / Conformité
- Investigation
- Diplomatie économique, déontologie, etc.

## Participants et prérequis :

- Étudiants Bac +5
- Avocats
- Juristes d'entreprises et d'Administrations
- Mandataires judiciaires
- Commissaires de Justice
- Cadres et Dirigeants d'entreprises
- Responsables sectoriels (RH, DAF, juridique, ...)
- Consultants
- OPJ
- Élus
- Fonction publique



**Maître Olivier de MAISON ROUGE**  
**Directeur du Programme**

Avocat, Docteur en Droit, Professeur associé EGE

“ Cette formation a l'objectif d'apporter une brique supplémentaire adossée aux réalités économiques conflictuelles, via une approche pragmatique. Nous envisageons ainsi d'aborder les différents modules avec un angle à 360° qui couvre les dimensions opérationnelles : commerciale, fiscale, pénale, numérique, propriété intellectuelle...”



**Maître Alexandre MANDIL**  
**Enseignant Référent, Professeur Associé**

Avocat, DPO (Alumni EGE)

“ Dans un contexte de révolution numérique sans précédent marqué par l'expansion vertigineuse du cyberspace, du Big data et des nouvelles technologies avancées telles que l'intelligence artificielle, le cyberdroit constitue un enjeu stratégique majeur que les acteurs économiques doivent désormais maîtriser pour limiter les incertitudes sur leurs activités.”



**Philippe de ROBERT-HAUTEQUERRE**  
**Enseignant Référent, Professeur Associé**

Juriste d'entreprise, AFJE

“ Dans un monde ouvert où la transparence et l'échange d'informations sont la règle, les entreprises doivent être en mesure de justifier ce qui doit rester confidentiel. La valorisation et la protection de l'information sont essentielles dans le cadre de la gouvernance des sociétés, des négociations contractuelles ou encore de la conduite de contentieux, en particulier dans un contexte international en constante mutation.”



**Maître Delphine BASTIEN**  
**Enseignante Référente, Professeure Associée**

Avocate

“ À l'issue de ce cours, les apprenants seront non seulement capables de maîtriser les recours judiciaires dédiés aux atteintes au patrimoine informationnel de l'entreprise (corruption, vol d'information, abus de confiance, atteinte à un STAD, atteinte à un secret d'affaires, etc.) mais aussi de comprendre les mesures techniques et organisationnelles à prendre pour mener avec le plus de succès possible ces recours judiciaires (accord de confidentialité, mesures de sécurité, hiérarchie de l'information, traçabilité des échanges).”

---

**Enseignants référents /  
 Professeurs associés :**

**Christian HARBULOT**  
 Directeur de l'EGE

**Maître Nicolas RAVAILHE**  
 Avocat

---

**Intervenants /  
 Professionnels du secteur :**

**Frédéric PIERRUCCI**  
 Consultant

**Myriam QUEMENER**  
 Magistrate

**Evan RASCHEL**  
 Professeur agrégé

**Charles DE BISHOP**  
 MINEFI

**Claude REVEL**  
 Ancienne déléguée  
 interministérielle à  
 l'intelligence économique

**Laurent DELHALE**  
 Consultant IE

**Maître Thibault  
 de MONTBRIAL**  
 Avocat

**Maître Sophie LAPISARDI**  
 Avocate

**Nicolas ARPAGIAN**  
 Consultant Cybersécurité,  
 Auteur

**Tristan CARAYON**  
 Juriste d'entreprise, AFJE

**Maître David MARAIS**  
 Avocat

# Programme

## Module 1 | 44h Intelligence économique appliquée au droit

1.1	→ Introduction à l'IE	04h
1.2	→ Les fondamentaux de l'IE	08h
1.3	→ Matrice d'analyse	08h
1.4	→ La due diligence	16h
1.5	→ Contexte géopolitique et vecteurs d'influence juridique	08h

## Module 2 | 60h Management juridique de l'information stratégique

2.1	→ Acquisition de l'information pertinente en sources ouvertes	24h
2.2	→ L'information humaine	08h
2.3	→ Veille juridique	16h
2.4	→ Définition juridique du patrimoine informationnel	04h
2.5	→ Droit du renseignement d'État	04h
2.6	→ Droit privé de la collecte	04h

## Module 3 | 48h Gouvernance juridique et protection de l'information stratégique

3.1	→ Gestion contractuelle des informations confidentielles, Gestion des flux intra-groupe et transferts de technologie	12h
3.2	→ Stratégies de propriété intellectuelle	12h
3.3	→ Classification et protection de l'information	04h
3.4	→ Cas particulier : le secret des affaires	04h
3.5	→ Le secret professionnel	04h
3.6	→ Le legal privilege et la protection des avis des juristes d'entreprise	04h
3.7	→ Les atteintes aux informations : voies de recours	08h

## Module 4 | 68h Stratégies d'influence et de communication juridique

4.1	→ Rôle de l'influence juridique dans les organisations internationales	04h
4.2	→ Conflictualités systémiques et souveraineté juridique	12h
4.3	→ ONG et l'influence	08h
4.4	→ Stratégies juridiques d'influence	08h
4.5	→ L'instrumentalisation du procès	04h
4.6	→ Le droit de la presse et de l'expression	04h
4.7	→ Influence numérique, e-réputation	08h
4.8	→ Communication non verbale et techniques d'influence	04h
4.9	→ Techniques d'interrogatoire	04h
4.10	→ Communication juridique par l'image	04h
4.11	→ La communication juridique interne	04h

**Module 5 | 76h**  
**Sécurité juridique, risques et compliance**

5.1	→ Droit pénal des affaires	08h
5.2	→ La gestion de risques et crise	12h
5.3	→ L'extraterritorialité	08h
5.4	→ Conformité & Ethique des affaires LCB / FT	08h
5.5	→ Prédations hostiles : le contrôle des IEF – entreprises stratégiques	04h
5.6	→ La loi de blocage	04h
5.7	→ Export control – ITAR FR / UE / USA	08h
5.8	→ Le lanceur d'alerte	04h
5.9	→ Les stratégies de défense anti-OPA	04h
5.10	→ L'activisme financier	08h
5.11	→ stratégies juridiques d'intelligence juridique	08h

**Module 6 | 40h**  
**Cyberdroit**

6.1	→ Enjeux de la sécurité numérique	04h
6.2	→ Le droit pénal de la cybersécurité	08h
6.3	→ Le droit du numérique	04h
6.4	→ Blockchain	04h
6.5	→ Big data juridique	04h
6.6	→ Intelligence artificielle	04h
6.7	→ Souveraineté numériques, stratégies juridiques dans le cyberspace	04h
6.8	→ Authentification, identité et sécurité numérique	04h
6.9	→ RGPD et gestion des données personnelles	04h

**Module 7 | 40h**  
**Géopolitique du droit - Les grands systèmes juridiques**

7.1	→ Introduction Le management interculturel	08h
7.2	→ Droit US	04h
7.3	→ Droit chinois	04h
7.4	→ Droits indien	04h
7.5	→ Droit russe	04h
7.6	→ Droit japonais	04h
7.7	→ Droit iranien	04h
7.8	→ Droit algérien	04h
7.9	→ OHADA	04h
7.1	→ Introduction Le management interculturel	04h
7.1	→ Introduction Le management interculturel	04h

→ Total : 376h

**Contact :**

**Prénom NOM**

Intitulé du Poste  
nomprenom@ege.fr  
+33 1 45 51 00 02



**EGE** | École de Guerre Économique

196 rue de Grenelle · 75007 Paris  
Métro La Tour-Maubourg / École Militaire (ligne 8)

contact@ege.fr | +33 1 45 51 00 02

[www.ege.fr](http://www.ege.fr)



**Surveiller.  
Analyser.  
Protéger.  
Influencer.**